

SESSION PLENIERE DU 21 FEVRIER 2018

VŒU PRESENTE PAR LE PRESIDENT DU CONSEIL REGIONAL

NON A LA CREATION D'UNE PISCINE CENTRALISEE D'ENTREPOSAGE DE DECHETS NUCLEAIRES EN REGION CENTRE VAL DE LOIRE

La presse régionale et nationale s'est largement fait l'écho ces derniers jours du projet de création d'un nouveau centre d'entreposage de déchets nucléaires sur le territoire national afin de pallier la saturation des actuelles piscines de La Hague. Le projet, à ce stade officieux serait porté par EDF en lien avec l'autorité de sécurité nucléaire (ASN) et prévoirait que le nouvel équipement puisse se situer en Région Centre-Val de Loire, et notamment à Belleville-sur-Loire.

Notre Région, aujourd'hui la plus nucléarisée de France avec 4 centrales nucléaires implantées sur son territoire porte l'effort le plus important en France pour la place faite au nucléaire. Il est donc inacceptable d'ajouter à la présence d'un pôle national de stockage de déchets radioactifs. Nous ne saurions accepter qu'un tel projet soit porté au plan national sans qu'aucune analyse des impacts socio-économiques, de sécurité et de risque sanitaire ne soit menée au plan local, avec les élus comme avec les populations.

Au-delà, notre région, fortement impliquée dans la diversification des sources de production d'énergie, ne pourrait accepter de voir ses efforts anéantis par une décision nationale totalement arbitraire et à contresens des intérêts locaux. En effet, alors que se pose aujourd'hui au plan national le grand débat sur le virage énergétique que la France doit prendre pour respecter l'accord de Paris issu de la COP 21, le renforcement de la nucléarisation de notre région serait non seulement incompréhensible mais aussi contraire aux objectifs que nous nous sommes fixés en matière de production d'énergies renouvelables et de la conversion de nos sites de production nucléaire.

Aussi, et face à la gravité que pourrait revêtir un tel projet de création d'une piscine centralisée d'entreposage de déchets nucléaires sur le territoire de notre région, nous, élus régionaux de toutes sensibilités politiques :

- **Soutenons le Président de l'exécutif régional dans son refus catégorique d'accueillir dans notre région classée au patrimoine mondial par l'UNESCO le projet de piscine centralisée d'entreposage de déchets nucléaires,**
- **Demandons à être reçus dans les meilleurs délais, aux côtés du Président de région, par le Ministre de la transition écologique et solidaire,**
- **Demandons à ce que l'ensemble des élus locaux puissent disposer sans délai de toutes les informations relatives à ce dossier de la part de l'autorité de sécurité nucléaire comme d'EDF,**
- **Sollicitons le soutien de l'ensemble des collectivités infra-régionales pour que ce projet, s'il venait à être confirmé, soit immédiatement stoppé et qu'un débat national sur ce sujet soit engagé sans délai.**